

DÉCLARATION À AMBOHITSOROHITRA - Les militaires prennent le pouvoir

Garry Fabrice Ranaivoson - Publié le 15 octobre 2025

👁 792 🗨 3

<https://www.lexpress.mg/2025/10/declaration-ambohitsorohitra-les.html>

Le colonel Michaël Randrianirina a annoncé que les militaires prenaient le pouvoir. La présidence de la République sera assurée de façon collégiale par un Conseil composé d'officiers de l'armée et de la gendarmerie.



Les cinq colonels de l'armée après leur entrée dans la cour du palais d'Ambohitsorohitra, hier.

«Nous allons prendre notre responsabilité.» Cette phrase a été dite par le colonel Michaël Randrianirina, accompagné d'une poignée d'officiers supérieurs de l'armée, devant les manifestants de la place du 13 Mai, hier en milieu d'après-midi, avant de se rendre au palais d'État d'Ambohitsorohitra.

Après avoir fait leur entrée par le portail principal du palais d'Ambohitsorohitra, s'être alignés devant la stèle du sceau de la République qui domine la cour intérieure du palais présidentiel, cinq colonels de l'armée ont fait face à la presse. Après avoir lu une déclaration, le colonel Randrianirina affirme, en réponse à un journaliste : « On a pris le pouvoir. Nous sommes au palais présidentiel. On prend le pouvoir à partir d'aujourd'hui. Cette crise a assez duré, il n'y a rien qui marche à Madagascar. »

La déclaration lue par le colonel Randrianirina est « une ordonnance », dans laquelle il annonce la mise en place d'un « Conseil de la présidence de la République pour la réforme ». Selon lui, il s'agit d'une entité où « des officiers de l'armée et de la gendarmerie » assurent collégialement le rôle de chef de l'Exécutif. Selon les informations, ce Conseil sera présidé par le colonel Randrianirina. «Dans le futur, il y aura peut-être de hauts conseillers civils dedans», indique l'officier supérieur en réponse à la presse.

Le colonel Randrianirina annonce également la suspension de la Constitution de la 4^e République. L'ordonnance suspend aussi les institutions et organes prévus dans la Loi fondamentale. Exception faite de l'Assemblée nationale dans sa composition actuelle et du gouvernement, la Haute Cour constitutionnelle, le Sénat, la Haute Cour de justice (HCJ), la Commission électorale nationale indépendante (CENI), et le Haut Conseil pour la défense et de la démocratie et de l'État de droit (HCDDED) sont suspendus.

Timing

Le pouvoir judiciaire sera sous la houlette d'une « Haute Cour pour la réforme ». De prime abord, il y a une certaine hésitation sur les noms de ces nouvelles entités. Dans l'ordonnance lue hier, il est toutefois indiqué qu'elles auront pour mission de mener « une réforme nationale », sur une période de deux ans tout au plus, et que se tiendront durant cette période un référendum constitutionnel et des élections générales.

Un acte intitulé « Charte de transition de la République de Madagascar » circule pourtant depuis hier soir. Personne ne confirme ni n'infirme son authenticité. Dans cet acte, il est indiqué que « la durée de la Transition est fixée à 24 mois maximum, renouvelable une seule fois pour 12 mois si la situation nationale l'exige ». Il y est aussi prévu que le « Conseil de défense nationale de Transition (CDNT) » est l'organe suprême de la Transition.

Si l'ordonnance lue à Ambohitsorohitra parle d'un Conseil composé d'officiers des Forces armées, la Charte de transition prévoit que le CDNT soit composé du « président du Conseil, chef de l'État par intérim », d'un « vice-président civil, garant du dialogue politique et institutionnel », des chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, du commandant de la gendarmerie, ainsi que du directeur général de la police nationale.

Six personnes représentant les six provinces siégeront aussi au sein du CDNT, ainsi que « deux représentants des partis politiques issus du conflit de 2002, pour garantir la réconciliation et la responsabilité historique partagée ». La Charte prévoit également la mise en place d'un gouvernement composé de « dix-huit ministres ». Au camp du Corps d'armée des personnels et des services administratifs et techniques (Capsat), le colonel Randrianirina a indiqué que la priorité actuelle est de nommer un « Premier ministre de consensus ».

L'architecture de la gouvernance étatique devrait se préciser dans les prochains jours. Il est probable, cependant, que les nouveaux dirigeants auront à faire face aux réactions internationales. L'annonce de la prise du pouvoir faite par les militaires à Ambohitsorohitra, hier, sort du cadre constitutionnel. Dans une décision publiée dans la foulée, la HCC « invite l'autorité militaire compétente incarnée par le colonel Michaël Randrianirina à exercer les fonctions de chef de l'État », en ajoutant que « les institutions et organes constitutionnels en place continuent d'exercer leurs pouvoirs habituels ».

Dans cette décision, la HCC constate la vacance au poste de président de la République et à celui du Sénat. Pour expliquer l'invitation des militaires à exercer le rôle de chef de l'État, l'institution d'Ambohidahy ajoute : « Compte tenu de toutes les situations relatées ci-dessus, la voie de suppléance inscrite dans les attributions normales des autorités civiles est épuisée. » Elle rappelle aussi l'article 53 de la Constitution qui dispose qu'une élection doit se tenir dans un délai de trente à soixante jours après la constatation de vacance, et que le chef d'État par intérim ne peut pas dissoudre les institutions et organes prévus par la Loi fondamentale.

La HCC défend, par ailleurs, sa décision par «la mise en œuvre de son pouvoir de régulation des institutions de l'État», en réponse à une requête déposée lundi pour «se prononcer sur une résolution sur la sortie de crise institutionnelle et politique actuelle». La Cour d'Ambohidahy affirme avoir délibéré à 9 heures. Cependant, la décision n'a été publiée que peu après 17 h 30. L'annonce faite à Ambohitsorohitra, qui suspend la Constitution et des institutions dont la HCC, a été faite peu après 16 heures. Un timing qui pourrait peser lourd.

Garry Fabrice Ranaivoson



Politique

Rajoelina : Échec et mat ?

mercredi 15 octobre | Ikala Paingotra | 63 visites |  1 commentaire

<https://www.madagascar-tribune.com/Echec-et-mat-contre-Rajoelina.html>

La journée d'hier a vu une partie de *fanorona* à trois se jouer entre l'Assemblée nationale, qui a voté pour prononcer l'empêchement d'Andry Rajoelina, président en télé-travail ; ledit Andry Rajoelina qui a tenté de dissoudre ladite Assemblée nationale afin de lui couper l'herbe sous les pieds ; et les militaires du Capsat qui ont décidé de procéder à la mise en place d'un Conseil de défense nationale de Transition (CDNT). Afin de couper court aux débats sur la chronologie des événements et la légalité constitutionnelle, la Haute cour constitutionnelle (HCC) a constaté la vacance des postes de Président de la République et du Président du Sénat, et a invité le Colonel Michael Randrianirina à exercer les fonctions de Chef de l'État. Le coup d'État a donc été entériné par la juridiction gardienne de la Constitution, même s'il y a quand même des incohérences au niveau de certaines dates et heures.

Il s'agit maintenant de voir comment va se synchroniser cette nouvelle réalité juridique édictée par la HCC avec la réalité des rapports de force sur le terrain. L'expérience des crises passées montre que les décisions de la HCC sont rarement gobées en silence par le camp des mécontents qui s'estiment lésés. On va donc observer comment le camp Rajoelina va résister et faire usage de sa capacité de nuisance. Si on ne pense pas qu'elle puisse faire grand-chose sur le terrain dans le contexte actuel, elle va en revanche beaucoup manœuvrer sur le plan diplomatique pour grossir l'étiquette de coup d'État et attirer sur les nouveaux dirigeants malgaches les condamnations internationales. Le Président de la SADC s'abaissera-t-il à revenir au pays avec des contingents armés venant de « pays frères » ou des mercenaires pour tenter de reprendre le pouvoir ? L'homme n'étant pas étouffé par les scrupules, rien n'est impossible.

Beaucoup de zones d'ombres ont entouré le jeu de *fanorona* évoqué plus haut, et les résultats produisent plus de questions qu'ils ne donnent de réponse. Si l'intérêt supérieur de la Nation est un *leitmotiv* officiel et systématique, on sait que l'intérêt de la nation est aussi un paramètre central dans la vie politique malgache. Le vote de l'Assemblée nationale et la décision de la HCC ont-ils été pris par leurs membres en leur âme et conscience, ou bien y a-t-il eu des incitations, voire de la coercition ? Comme d'habitude, cette nouvelle transition ne va-t-elle pas servir de gigantesque machine à laver pour procéder au blanchiment de casseroles et de parcours peu reluisants, allant jusqu'à transformer des prisonniers de droit commun en prisonniers politiques ? Quels sont les points communs avec les coups d'État militaires du Sahel ? Faut-il mettre sur le compte du hasard que quelques drapeaux russes soient apparus lors des manifestations de mercredi à Antanimbarinandriana ? Etc.

Il semble que la Gen Z ait juste servi de marchepied, et se soit fait déposséder de son combat. Pas nécessairement au niveau de la distribution de chaises, car elle n'en a jamais fait un objectif (sauf pour l'Assedu-Madagascar), mais plutôt dans les valeurs pour lesquelles elle a combattu. Il n'est pas évident que la nouvelle nomenclature qui s'apprête à s'installer, tant au niveau des civils que des militaires, ait le profil parfait pour répondre aux aspirations des jeunes à la démocratie, à la bonne gouvernance, au respect de l'État de Droit et à la lutte contre la corruption. Certes, il faut les voir à l'œuvre avant de les juger. Mais sans vouloir citer de noms, beaucoup de ceux qui s'activent actuellement sur les podiums ou en coulisses ont (déjà) été parties prenantes du coup d'État de 2009, et ont contribué aux mensonges, manipulations et actes de cet acte minable perpétré par Rajoelina. Ils sont donc entièrement solidaires du parcours calamiteux de notre pays jusqu'à sa situation actuelle.

Éviter les erreurs de 2009

Les leçons de 2009 restent donc d'actualité pour nous servir de repères. Selon la formule bien connue de Karl Marx, oublier les leçons de l'Histoire, c'est se condamner à la répéter. En 2009, nombre des artisans du coup d'État avaient utilisé la vitrine de la religion pour se donner une image respectable. En 2009, l'espace de non-droit créé par le coup d'État a vu de nombreux dérapages, en particulier du fait de structures *ex-nihilo* comme la Commission nationale mixte d'enquête (CNME) et la Force d'intervention et de sécurité (FIS). En 2009 on a vu comment le régime politico-mafieux qui s'est installé au pouvoir a profité éhontément du coup d'État pour se servir en toute impunité. En 2009, le coup d'État avait été perpétré au nom de la démocratie et de la bonne gouvernance, avant que l'on ne s'aperçoive très rapidement de l'hypocrisie de Rajoelina et son clan sur ces sujets.

Il est donc utile de rappeler aux nouveaux dirigeants que les Malgaches savent maintenant le peu de valeur des promesses politiques et attendent des actes, après le Paradis socialiste de Ratsiraka, le « *minoa fotsiny ihany* » de Ravalomanana et les *velirano* de Rajoelina. Un retour de Rajoelina au pouvoir n'est toutefois plus possible, malgré les fantasmes du *community manager* de la page Facebook de la Présidence de la République. Il faut donc avancer à partir du contexte actuel et limiter la casse. Le vin est tiré, il faut le boire.

Il est toutefois peut-être possible de sauver les meubles et éviter de repartir dans les errements de 2009, à quatre conditions. Premièrement, le CNDT doit arriver à baliser la suite des événements pour sauvegarder un minimum d'honorabilité du régime. Deuxièmement, il doit avoir l'intelligence de procéder à la nomination d'un Premier ministre de valeur et véritablement consensuel. Des ministres compétents, intègres et de bonne notoriété permettront de gagner la légitimité qui reste au nouveau pouvoir à acquérir après la légalité

obtenue à la HCC. Troisièmement, il devra très rapidement montrer des résultats, à commencer par le sujet des délestages. Les attentes de la population dans ce domaine sont très élevées, et le moindre retard lui sera sévèrement reproché. Ce serait le comble que la Gen Z revienne dans les rues pour les mêmes revendications dans quelques mois. Enfin, le CDNT devrait ouvrir une concertation avec les milieux universitaires (politologues, sociologues, anthropologues) et la société civile pour un diagnostic objectif des maux politiques de ce pays, sans interférence avec les politiciens qui ont leur propre agenda. Ce qui a manqué à Rajoelina est cette connexion avec le milieu intellectuel, mais on ne peut pas lui en vouloir vu son niveau d'instruction.

Malgré toutes les interrogations légitimes, le colonel Randrianirina semble bénéficier d'un certain capital-confiance de la part de la population. À charge pour lui de ne pas décevoir, et de faire en sorte que la population n'ait pas à regretter son prédécesseur. Ce dernier, qui a refusé de comprendre hier, finira par comprendre trop tard.
